



AMBASCIATA DI SVIZZERA
IN ITALIA

00197 ROMA, 27 octobre 1983
Largo Elvezia - Via Barnaba Oriani, 61
Tel. 803-641

Rif.: 381.0 - BR/MNI/1e

R.P. No 24

an						a/a
Datum						/
Visa						/
EDA						
R.I.						

Démocratie chrétienne italienne: le passé et le présent

Le passé:

Dès la création du Parti, en 1945, De Gasperi sut lui donner les caractères qui sont restés les siens jusqu'à aujourd'hui. D'abord la constitution d'une plateforme électorale qui puisse être attrayante pour un éventail de classes sociales aussi vaste que possible. Ensuite, la présentation comme seule force capable de s'opposer au communisme. Enfin, depuis le 1er Gouvernement De Gasperi de 1945, la disponibilité des catholiques de s'allier aux forces laïques du Risorgimento pour une participation - en position de force - dans les affaires de l'Etat. Ces trois piliers de la politique démocrate-chrétienne constituent ce qu'il est convenu d'appeler la "centralità" de ce Parti: un programme qui, au delà de ses résultats électoraux doit lui permettre de recueillir un consentement dépassant son propre électorat.

Après avoir écarté du Gouvernement les communistes et leurs alliés socialistes, en faveur des libéraux d'Einadi, c'est autour du choix des politiques à adopter en vue de l'édification d'un Etat industrialisé moderne que se créèrent les premiers groupes ou "courants" au sein du Parti. En opposition à De Gasperi se groupèrent très tôt, autour de Dossetti, les "jeunes professeurs" - parmi lesquels Fanfani et Moro - pour proposer des réformes économiques plus respectueuses des valeurs chrétiennes traditionnelles. Cependant, au Congrès national de 1952, seul le courant "syndicaliste", précurseur de l'actuel "Forze nuove", s'opposait encore au Secrétaire.

De Gasperi perdit toutefois la bataille suivante, autour de la "loi escroquerie" ("legge truffa"), par laquelle la D.C. voulait introduire un système de vote majoritaire pour faciliter l'alliance alors au pouvoir (D.C., P.S.D.I., P.R.I., P.L.I.). Avec Fanfani, nommé Secrétaire du Parti après l'échec des élections de 1953, les implications, souvent de

caractère ambigu, entre l'appareil du Parti en pleine réorganisation et les organes étatiques en pleine expansion à cause du "boom" économique s'intensifièrent encore.

Le courant de gauche du Parti, "la Base", reprochait à Fanfani une gestion trop autoritaire. Ce fut pourtant un mouvement de sécession au sein de la majorité même, lancé lors d'une réunion dans le convent de St. Dorothee par Rumor et E. Colombo, qui mit fin à son mandat. Déjà à l'époque, "droite" et "gauche" au sein de la DC se présentaient d'une manière assez particulière: d'un côté les "dorotei"; le courant d'Andreotti et les centristes, de l'autre les fidèles de Fanfani (Forlani et Malfatti) ainsi que leurs alliés de "la Base" et les syndicalistes. Malgré ces courants, Moro, le nouveau Secrétaire, parvint en 1963 à faire accepter à son Parti l'idée d'une collaboration gouvernementale privilégiée avec les socialistes.

Le gouvernement de centre-gauche ainsi créé par Moro isola les communistes et renforça la "centralità" de la D.C. dans le système politique italien. En vain, Forlani et Fanfani, qui prirent la direction du Parti entre 1969 et 1975 ont-ils cherché ensuite d'autres formules de gouvernement plus à droite. Les résultats des élections administratives de 1975, (35,2% pour la D.C. et 33,4% pour le P.C.) ont au contraire obligé la D.C. à mettre fin aux croisades nationales comme celles contre la loi sur le divorce ou pour de plus amples pouvoirs en matière de sécurité de l'Etat.

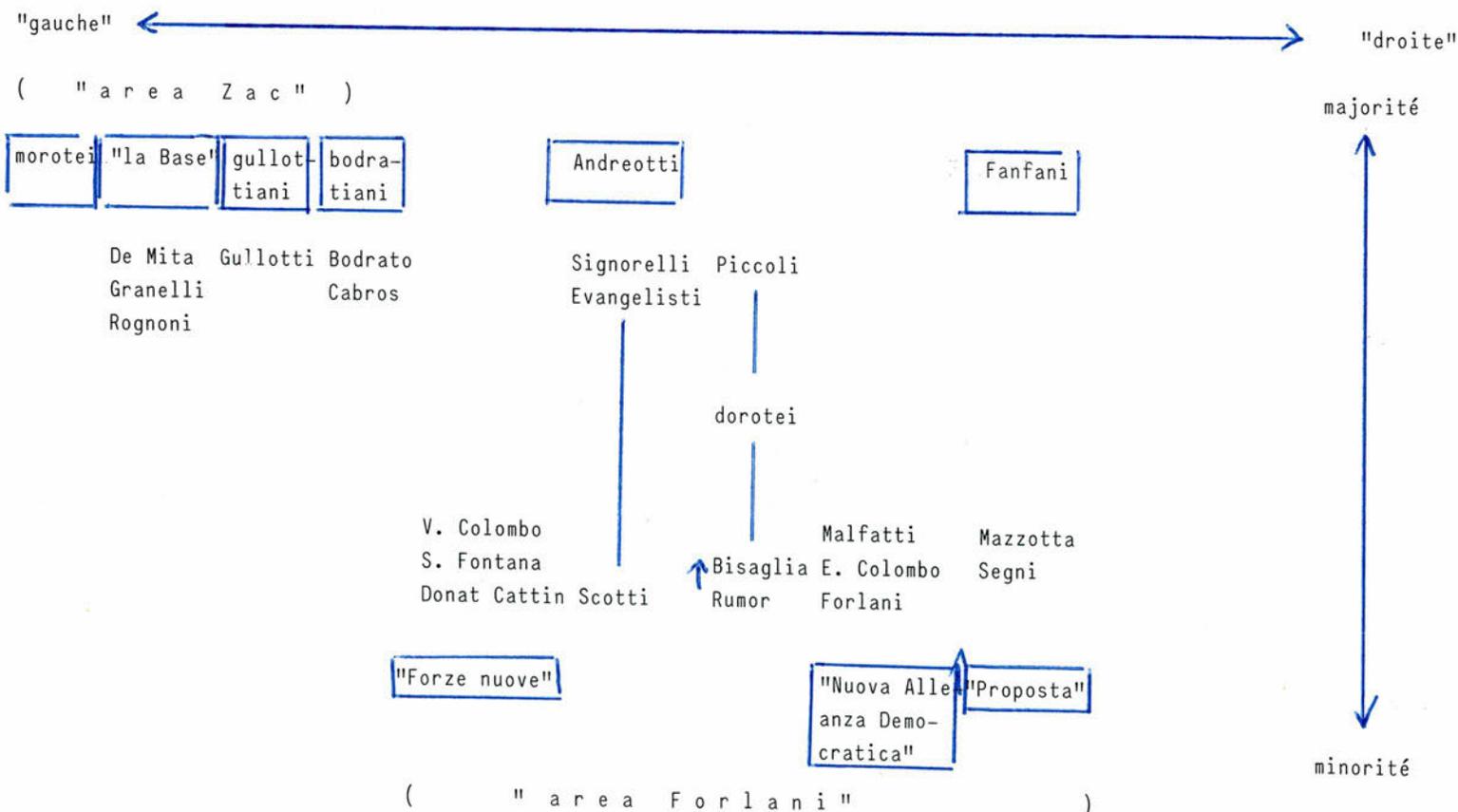
Avec l'aide du nouveau Secrétaire, Zaccagnini, Moro réussit à contrôler la phase suivante (la "troisième phase") de l'évolution du Parti. Après avoir mené avec succès la campagne pour les élections anticipées de 1976 sur le thème du danger d'un dépassement ("sorpasso") par le P.C., il réussit à faire accepter l'idée d'un "gouvernement de solidarité nationale", bénéficiant d'un soutien tacite du P.C. Les graves problèmes économiques et sociaux que traversait le pays furent l'une des raisons de cette nouvelle ouverture à gauche. Par ailleurs, cela permettait à la fois de maintenir le rôle central de la D.C. et de ne plus tenir à l'écart des affaires de l'Etat le 2ème Parti du pays.

Cette politique du "confronto" (confrontation-dialogue) avec les communistes ne réussit cependant pas à l'assassinat de Moro, en mai 1978. En ce sens les "Brigades Rouges", hostiles au "Compromesso Storico", ont obtenu ce qu'ils voulaient. Au Congrès de février 1980, la majorité accepta un document ("preambolo") proposé par le leader de "Forze Nuove" Donat Cattin, qui excluait toute possibilité d'alliance avec la P.C. Le modèle proposé au Parti fut, au prix de sa "centralità" traditionnelle, en fait celui de la CDU allemande.

Le présent:

Un fort recul de 6% enregistré par la D.C. aux élections législatives de juin dernier - qui fit suite à un autre déjà enregistré aux administratives de 1980 - a marqué l'atmosphère et dominé les débats de la grande "Fête de l'amitié" organisée en septembre à Fiuggi de même que ceux du Conseil national tenu le 24 de ce mois. Ces secousses à la position autrefois dominante de la D.C. ont été expliquées par le Secrétaire De Mita par une crise générale, voire la décadence du système politique italien depuis la fin des années '60 (tentatives de subversion de droite et de gauche). La question essentielle reste toutefois de savoir dans quelle mesure celui-ci n'aurait pas pu prévoir ce mouvement pour l'enrayer.

La conséquence est qu'il s'est vu obligé de céder les rênes du gouvernement à un socialiste et d'engager son Parti dans une oeuvre d'assainissement des finances publiques qui risque bien de nuire au système de clientélisme sur lequel se base traditionnellement la D.C. Ce qui fait que, compte tenu aussi de la structure du parti - les courants, marqués par les "barons" qui drainent le gros des voix y restent puissants -, la marge de manoeuvre de De Mita reste faible. Et cela malgré qu'il ait été élu par le Congrès général et non le Conseil national du Parti. Les courants se répartissent actuellement de la manière suivante.

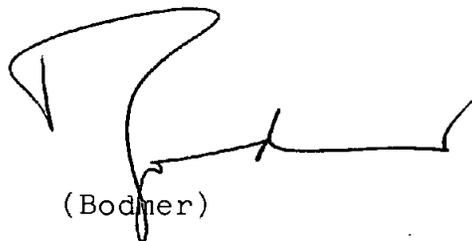


- 4 -

Depuis la rentrée parlementaire, l'action de De Mita suscite de nouvelles sympathies auprès de Bisaglia et auprès de la "Nouvelle droite" du fils de l'ancien Président Segni. Par contre, au sein de l'"area Zac" de laquelle il est issu, sa ligne visant l'"alternative" au P.C. est à nouveau opposée à celle du "confronto" de Moro.

Scotti, le poulain d'Andreotti actuellement en rupture (tactique?) avec la majorité du Parti, attaque ouvertement la politique de "rigueur" du Secrétaire. Son discours tourne autour de la tradition de groupement ouvert à toutes les classes de la D.C., qu'aucune décision gouvernementale visant une ou l'autre couche de la population ne devrait ébrâler. Il paraît en effet difficile de voir De Mita rester ferme dans le difficile débat visant à réduire l'actuel système d'assistance publique: les intérêts électoraux en jeu sont considérables pour des notables ayant pu distribuer presque sans limites toutes sortes d'"aides" aux frais de l'Etat.

Dans ce Parti habitué à tout avaler, les abcès ne sont toutefois pas crevés. Faute de pouvoir s'attaquer à un programme politique - qui fait toujours défaut, les énergies du Secrétaire étant monopolisées par la crise électorale que connaît le Parti - les adversaires de De Mita, n'ont guère fait que se disputer sur la date du prochain Congrès général. En obtenant que celle-ci soit fixée au 22 février prochain, donc avant les élections au Parlement européen, De Mita a au moins pu éviter que le procès auquel il aura à se soumettre ne lui soit pas intenté après ce nouveau recul probable de la D.C. D'ici là il sera toutefois seul responsable du Parti. Et d'ici là auront lieu des élections administratives à Naples, à Reggio Calabria et en Trentin Haut-Adige, que le monde politique italien s'accorde à considérer, après le catastrophique scrutin de juin passé, comme une dernière chance ("prova d'appello") pour la D.C.



(Bodner)